

DEPARTEMENT DU CALVADOS
Commune de PONT L'ÉVEQUE

REPUBLIQUE FRANCAISE

ARRETE MUNICIPAL
réglementant la circulation et le stationnement
sur le territoire communal
en agglomération

Le Maire de la Commune de PONT L'ÉVEQUE

VU la loi 82.213 du 2 mars 1982, modifiée par la loi 82.623 du 22 juillet 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2213-1 L2213-2 L2213-3 et L2215-21 concernant les pouvoirs de police du Maire,

VU le Code de la Route et notamment les articles R417-6 et R417-10,

VU le Code pénal et notamment l'article 610-5,

VU l'Arrêté Municipal 2015-09-DST43 du 30/09/2015 régissant le stationnement dans l'agglomération de Pont l'Évêque,

VU la demande de Mr Damien GOURBIN de l'entreprise Altitude Infra de Colombelles (14 460) en date du 13 janvier 2025.

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de réserver 2 places de stationnements, devant le n°40 rue du long Clos afin d'accéder à la chambre télécom à PONT-L'ÉVEQUE.

ARRÊTÉ :

ARTICLE 1 : Du lundi 03 février 2025 au vendredi 07 février 2025 de 08h00 à 18h00, le stationnement sera réglementé par une interdiction de stationner sur les deux places devant le n°40 Rue du Long Clos à Pont-l'Évêque afin de permettre l'accès à la chambre télécom pour l'intervention de l'entreprise Altitude Infra.

L'intervenant est tenu de libérer les stationnements dès l'achèvement.

ARTICLE 2 : Le demandeur doit se conformer aux dispositions suivantes :

- Le demandeur devra apposer des panneaux d'interdiction de stationner aux droits des stationnements 2 jours avant, avec l'arrêté affiché dessus,
- L'installation sera signalée et perceptible de jour comme de nuit,
- L'installation ne devra en aucune façon gêner la circulation routière,
- Dès l'achèvement, la chaussée et les trottoirs seront nettoyés,
- Les détériorations des revêtements de sol ou du mobilier urbain seront réfectionnés aux frais du pétitionnaire.

Le non-respect d'une de ces dispositions rendra l'autorisation caducue. La durée d'autorisation est donnée pour 1/2 journée.

ARTICLE 3 : Les dispositions visées aux articles précédents seront portées à la connaissance des usagers par la pose de barrières et l'affichage du présent arrêté. Cette signalisation sera mise en place et entretenue par le pétitionnaire. La signalisation de balisage sera fournie, mise en place et entretenue par le propriétaire du matériel ou le pétitionnaire suivant le contrat qui les lie. Le pétitionnaire s'engage à avertir les riverains immédiats de la contrainte d'accès durant le chantier.

ARTICLE 4 : Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbaux et poursuivies conformément à la législation en vigueur. Tout stationnement de véhicule interdit aux termes du présent arrêté sera considéré comme gênant et verbalisé au titre de l'article R.417-10 du Code de la Route. Une mise en fourrière du véhicule gênant pourra alors être effectuée aux frais du contrevenant.

ARTICLE 5 : Conformément aux articles R 421-1 à R 421-4 du code de la justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de CAEN dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

ARTICLE 6 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Mr Damien GOUBIN de la société ALTITUDE Infra,
- M. le Commandant de Gendarmerie PONT L'EVEQUE,
- Mr le Brigadier Chef Principal de la Police Municipale
- Mme la Directrice des Services Techniques,

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en vérifier la bonne exécution.

Fait à PONT L'EVEQUE, le 20 janvier 2025

Yves DESHAYES
Maire de Pont l'Évêque

